

CHEIKH MOHAMMED BIN ABDULRAHMAN BIN JASSIM AL-THANI

Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar

Thierry de Montbrial

Je donne la parole au vice-premier ministre. Il traitera de deux questions liées au Moyen-Orient. La première consistera à décrire le désordre actuel, et la seconde permettra de définir comment en sortir. Votre Excellence Monsieur le Vice-Premier ministre, je suis très heureux de vous donner la parole. Et je rappelle à nos participants qu'il était également l'invité d'honneur d'un déjeuner similaire il y a deux ans à Marrakech. C'est à vous.

Cheikh Mohammed Bin Abdulrahman Bin Jassim Al-Thani

Bonjour à tous. M. de Montbrial, vous qui êtes président exécutif de l'Institut français des relations internationales et fondateur et président de la WPC, je voudrais tout d'abord vous remercier de m'avoir invité aujourd'hui. Mesdames, Messieurs, chers invités, c'est un honneur de m'exprimer à nouveau à l'occasion de la WPC. C'est toujours un plaisir de partager mes réflexions avec vous et d'échanger des idées. J'ai eu l'occasion d'examiner l'ordre du jour et je pense que les sessions et les panels couvrent un large éventail de sujets essentiels, de la mondialisation à la cybersécurité.

Pour ma part, je crois en la mission de cette conférence, qui est de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère et plus juste ; mais aussi d'explorer des moyens non agressifs pour que les États entrent en relation à tous les niveaux, tout en respectant la culture et les intérêts fondamentaux de chaque nation.

Permettez-moi à cet égard de faire la lumière sur un sujet qui fait défaut à l'ordre du jour et de poser une question cruciale de sécurité collective. Comment pouvons-nous, dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, passer de la gestion des crises à la recherche de solutions globales ? Nous étions à New York il y a quelques semaines et Son Altesse l'Émir s'est exprimé devant l'Assemblée générale des Nations Unies sur les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés dans la région – crises, conflits, menaces transnationales, tensions diplomatiques et interventions violentes. Nous avons été témoins des échecs successifs des organisations régionales et multilatérales dans la résolution des conflits, outre l'échec ou le refus de tenir les auteurs responsables.

Bien que le Moyen-Orient soit une région en plein bouleversement, le Qatar considère la zone comme une région d'importance mondiale. Elle est à l'intersection mondiale des espaces aérien, maritime et terrestre, et c'est ici aussi qu'est née la foi. Il s'agit en outre d'un centre énergétique dynamique, d'un pilier des réseaux financiers internationaux et d'un carrefour des migrations humaines. Malheureusement, il s'agit aussi d'une région très divisée, affectée par des zones de conflit disséminées et qui souffre d'un manque de confiance et de coordination.

Nous ne cessons de nous interroger : pourquoi les conflits au Moyen-Orient résistent-ils à la diplomatie régionale et mondiale, et pourquoi certains États sont-ils autorisés à recourir à une diplomatie du déni, en rejetant la diplomatie comme mode légitime d'action internationale. Nous avons pu constater par nous-mêmes combien cette stratégie est très déstabilisatrice et combien elle génère une grande incertitude. Bien que cette stratégie soit généralement l'apanage des réseaux terroristes, des chefs de guerre et des milices, certains États de la région s'autorisent eux aussi cette tendance à la diplomatie du déni : ils font la guerre, opèrent des blocus et ne respectent pas les mécanismes régionaux et internationaux.

Je rappelle les remarques de Son Altesse l'Émir à l'Assemblée générale des Nations Unies : un système de sécurité régional est essentiel pour préserver la sécurité du Moyen-Orient en général et de la région du Golfe en particulier. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, l'Émir a appelé à une action collective et à mettre de côté les divergences. De la même manière, lors de ma dernière participation à la WPC, j'ai demandé la mise en place d'un mécanisme d'application pour mettre fin aux conflits. Je suis ici aujourd'hui pour réitérer cet appel et apporter un éclairage sur l'importance d'un pacte de sécurité régionale au Moyen-Orient. Le Moyen-Orient a désespérément



besoin d'un cadre de sécurité durable pour garantir la paix et la stabilité sur le long terme. L'enchaînement des événements dans notre région témoigne de l'utilité concrète d'une approche cohérente à la sécurité régionale collective. Ce dont nous avons besoin au Moyen-Orient, c'est d'un mécanisme collectif contraignant, fondé sur des principes de sécurité définis ainsi que sur un ensemble de règles de gouvernance, de respect de la souveraineté et d'égalité entre ses membres.

Cela signifie que tous les pays doivent convenir d'une base de non-ingérence dans les affaires intérieures et étrangères des États, et surtout ne pas utiliser la diversité ethnique ou confessionnelle ni les minorités pour servir de boucs émissaires de l'ingérence. Nous devons bâtir des nations de citoyens, en espérant que ces premières étapes seront sources d'encouragements et ouvriront la voie à la paix et à la prospérité régionales. L'élargissement du champ d'application d'un tel accord est tout aussi important, de sorte qu'il ne se cantonne pas aux questions de sécurité mais intègre également la coopération et le dialogue avec une dimension économique et politique, afin d'instaurer la confiance entre les membres.

La politique déséquilibrée dans la région et les méprises offensives sont ingérables au cours des derniers mois et des dernières années. On assiste à des tensions sans précédent résultant de ces méprises. L'idée de jouer l'un contre l'autre dans un scénario de rapport de force est dangereuse et place le Qatar et toute la région dans une situation d'instabilité. Plutôt que d'appliquer une pression ou une exclusion maximale, une collaboration et un travail en commun pour contenir les menaces dans le cadre d'un régime régional de sécurité collective ouvriraient de meilleures perspectives.

Il ne fait aucun doute qu'il est plus probable de parvenir à la stabilité au Moyen-Orient s'il existe une base de stabilité dans les pays qui ont besoin du soutien d'États amis. Grâce à une fondation stable, nous pouvons travailler main dans la main avec ces pays pour faire progresser le commerce, le développement régional, la bonne gouvernance et l'utilisation productive des ressources énergétiques. La solution que nous préconisons s'appuie sur une sécurité régionale élargie, un accord sur les principes de sécurité de base et les règles de gouvernance pour permettre la paix et la prospérité. En dépit de la gravité des tensions géopolitiques, nous y croyons encore.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup pour cette intervention précise. Vous avez décrit un certain nombre de principes qui ont beaucoup de sens, mais pour que les pays respectent un ensemble de principes et de règles du jeu, ils doivent s'entendre au préalable sur les règles en elles-mêmes et sur leur volonté de les respecter. Voyez-vous une chance dans un avenir proche pour que les grandes puissances de la région, à l'instar de la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite, avancent dans la direction que vous avez indiquée ? Des signes annonciateurs confirment-ils qu'ils pourraient jouer le jeu, ou n'est-il pas plus réaliste de croire qu'une sorte de guerre, directe ou indirecte, continuera jusqu'à ce qu'une sorte d'équilibre des pouvoirs soit atteint ? Quel est le rôle des puissances extérieures comme les États-Unis, la Russie et d'autres ? C'est ma question facile !

Cheikh Mohammed Bin Abdulrahman Bin Jassim Al-Thani

Merci, Thierry, pour cette vaste question. Tout d'abord, je pense qu'il s'agit là de la seule façon de progresser. Nous ne parlons pas de choix ou d'options multiples pour que les pays puissent choisir ce à quoi la voie à suivre pourrait ressembler. La question prioritaire désormais est celle des délais : l'environnement global dans la région est très tendu et nous constatons que le champ pour la diplomatie se rétrécit. Plutôt que d'essayer de projeter leur pouvoir en vue de changer l'équilibre dans la région puis recourir à la diplomatie, nous demandons à tous ces pays de s'y mettre dès maintenant, car ces méprises pourraient nous conduire à un long cycle de chaos que la région ne peut absolument pas se permettre.

Nous apprécions le rôle de la communauté internationale, de même que celui des grandes puissances, si elles entendent contribuer de manière constructive et nous ne serons pas un terrain de compétition pour elles. Nous croyons fermement que ce qui se passe dans la région doit être dirigé par la région et que la résolution doit elle aussi émaner de la région. Tout ce que l'on observe à l'heure actuelle, c'est une augmentation des tensions et des passes d'armes, qu'il s'agisse d'attaques militaires ou d'opérations spécifiques qui nuisent à toute la région.

Ces fortes tensions peuvent aussi servir d'opportunité si ces grands pays jouent un rôle constructif en encourageant toutes les parties à engager un dialogue régional plutôt qu'en les aidant à envenimer de plus en plus la situation en divisant la région. Le moment est délicat pour nous tous, et un leadership fort est nécessaire de la part des grandes puissances pour piloter un processus régional.

Thierry de Montbrial

Vous évoquez également le leadership des grandes puissances. Existe-t-il un leader qui se distinguerait aujourd'hui ?

Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani

De quels pays parlons-nous ? Je parle de ma région. Je ne parle pas des grandes puissances, de la communauté internationale ou du P5, comme on les appelle. Malheureusement, il y a un vide de leadership dans la région, et c'est un fait auquel que nous constatons en ce moment. Beaucoup d'erreurs de jugement ont été commises, et si nous avions ce leadership fort dans la région, cela ne se produirait pas. Nous avons vu tous les conflits en cours et nous n'avons observé aucune action venant de la région.

J'en veux pour preuve l'échec de la coopération régionale avec la Ligue arabe. Nous avons quatre capitales arabes qui étaient et sont toujours bombardées chaque jour, et la Ligue arabe n'a bougé d'un pouce, mais lorsque la Turquie a lancé ses opérations dans le nord de la Syrie, elle a appelé toutes les nations arabes à condamner ces agissements. Nous ne sommes pas en mesure de juger si ce qui a été fait est bien ou mal. Que s'est-il passé avec ces capitales bombardées par des forces extérieures ? Israël bombarde le Liban, la Syrie et l'Irak. La Ligue arabe ne bouge pas. Des pays arabes bombardent d'autres pays arabes, et la Ligue arabe ne bouge pas. Nous rencontrons de nombreux problèmes qui attestent que le cadre de coopération régionale dont nous disposons n'est pas efficace.